

**ECONOMIC  
AND  
SOCIAL COUNCIL****CONSEIL  
ECONOMIQUE  
ET SOCIAL**

E/CN.4/212  
19 mai 1949  
ORIGINAL :  
FRENCH-ENGLISH

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME

Cinquième session

-----

PROJET DE PACTE INTERNATIONAL DES DROITS DE L'HOMME

Récapitulation des amendements aux articles 9 et 10

Article 9

Texte original (document E/800).

1. Nul ne peut faire l'objet d'une arrestation ou d'une détention arbitraire.
2. En conséquence nul ne peut être privé de sa liberté, sauf dans les cas suivants :
  - a) S'il a fait l'objet d'une arrestation en vue de l'amener devant un tribunal lorsqu'il y a des raisons plausibles de soupçonner qu'il a commis un crime ou qu'il y a des motifs raisonnables de croire à la nécessité immédiate de l'empêcher de commettre une infraction;
  - b) S'il a fait l'objet d'une arrestation et d'une détention régulières pour insoumission à une ordonnance ou à une décision régulièrement rendus par un tribunal;
  - c) S'il a fait l'objet d'une détention régulière après condamnation à une peine privative de liberté;
  - d) S'il s'agit de la détention régulière d'un aliéné;
  - e) S'il s'agit de la détention d'un mineur à la demande des parents ou du tuteur;
  - f) S'il s'agit de l'arrestation ou de la détention régulière d'un individu pour l'empêcher de pénétrer irrégulièrement dans le territoire;
  - g) S'il s'agit de l'arrestation et de la détention régulières d'étrangers contre lesquels une procédure d'expulsion est en cours.
3. Tout individu arrêté sera immédiatement informé des accusations portées contre lui. Tout individu arrêté en application des alinéas a) ou b) du paragraphe 2 du présent article sera immédiatement traduit devant un juge pour être jugé dans un délai raisonnable, ou libéré.

4. Tout individu privé de sa liberté, par arrestation ou détention, jouira d'un recours efficace de même nature que l'habeas corpus, permettant à un tribunal de statuer rapidement sur la légalité de sa détention et d'ordonner sa libération si la détention est illégale.
5. Tout individu a le droit d'obtenir des réparations en justice en cas d'arrestation ou de privation de liberté illégales.

Etats-Unis d'Amérique (E/CN.4/170)

1. Aucun Etat ne peut arrêter ou détenir arbitrairement qui que ce soit.
2. Tout individu arrêté sera immédiatement informé des raisons de son arrestation et de toute accusation portée contre lui. (Supprimer le paragraphe 2 du projet de la Commission, étant donné qu'une garantie générale de la liberté comporte trop de réserves pour que ce droit puisse être généralisé).
3. Toute personne accusée d'une infraction pénale sera immédiatement traduite devant un juge ou un autre magistrat habilité par la loi à exercer des fonctions judiciaires et aura le droit d'être jugée dans un délai raisonnable ou libérée. En attendant le procès, le versement d'une caution ou toute autre garantie de comparution de l'intéressé à l'audience seront considérés comme suffisant à remplir les conditions de la mise en liberté provisoire.
4. Tout individu privé par l'Etat de sa liberté par arrestation ou détention, aura droit à un recours efficace de même nature que l'habeas corpus, permettant à un tribunal de statuer rapidement sur la légalité de sa détention et d'ordonner sa libération si la détention est illégale. Ce recours ne peut être supprimé que si la sécurité publique l'exige, en cas de soulèvement ou d'invasion.
5. (Supprimer).

---

■ Supprimer la phrase soulignée si l'article 4 est révisé dans le sens de la proposition des Etats-Unis.

Royaume-Uni (E/CN.4/188)

1. Nul ne peut être privé de sa liberté, sauf selon les voies légales régulières, dans les cas suivants :

- a) S'il fait l'objet d'une arrestation pour être amené devant un tribunal lorsqu'il y a des raisons plausibles de soupçonner qu'il a commis un crime ou porté atteinte à la paix, ou quand il y a des motifs plausibles de croire à la nécessité de son arrestation pour l'empêcher de commettre un crime ou de porter atteinte à la paix ou de provoquer un acte qui porte atteinte à la paix;
- b) S'il fait l'objet d'une arrestation ou d'une détention pour insoumission à une décision régulièrement rendue par un tribunal;
- c) S'il fait l'objet d'une détention prononcée par un tribunal qui l'a reconnu coupable d'une infraction;
- d) S'il s'agit de la détention d'un aliéné ou d'une personne atteinte d'une grave maladie contagieuse;
- e) S'il s'agit de la détention d'un mineur à la demande des parents ou du tuteur;
- f) S'il s'agit d'arrêter ou de détenir quelqu'un pour l'empêcher de pénétrer irrégulièrement dans le territoire ou pour garantir son départ aussi rapide que possible, s'il a réussi à y pénétrer irrégulièrement ou a tenté d'y pénétrer;
- g) S'il s'agit d'arrêter ou de détenir un individu contre lequel est en cours une procédure d'expulsion;
- h) Cas prévus à l'article 8 du présent Pacte

2. Tout individu arrêté est immédiatement informé des accusations portées contre lui. Tout individu arrêté en application de l'alinéa a) du paragraphe 1 du présent article est immédiatement traduit devant un tribunal pour être jugé dans un délai normal, ou libéré.

3. Quiconque se trouve privé de sa liberté par arrestation ou détention a le droit d'introduire une instance permettant à un tribunal de statuer rapidement sur la légalité de sa détention et d'ordonner sa libération si la détention est illégale.

4. Chacun a le droit d'obtenir des réparations en justice en cas de privation illégale de liberté.

France (E/CN.4/198)

4. Tout individu privé de sa liberté, par arrestation ou détention, jouira d'un recours efficace équivalent à l'habeas corpus ...
5. Tout individu victime d'arrestation ou de privation de liberté illégale a droit à réparation.

Australie (E/CN.4/201)

Au paragraphe 4 de l'article 9, après les mots "arrestation ou détention", ajouter les mots "et qui n'est pas un ressortissant d'un pays ennemi, régulièrement détenu comme prisonnier de guerre, ...".

Egypte (E/CN.4/203)

A l'alinéa b) du paragraphe 2 de l'article 9, remplacer le terme "tribunal" par "autorité judiciaire".

Liban (E/CN.4/206)

1. Nul ne peut faire l'objet d'une arrestation ou d'une détention arbitraire sauf en exécution de la sentence d'un tribunal après condamnation pour un délit pour lequel la loi en vigueur prévoit une peine privative de liberté.
2. Le présent article ne s'applique pas aux arrestations ou détentions dont le but est l'un des suivants :  
(supprimer l'alinéa c).

Article 10

Texte original (document E/800)

Nul ne peut être emprisonné pour la seule raison qu'il n'est pas en mesure de remplir ses obligations contractuelles.

Etats-Unis d'Amérique (E/CN.4/170)

Aucun Etat ne peut emprisonner un individu pour la seule raison qu'il n'est pas en mesure de s'acquitter d'une dette contractuelle.

Philippines (E/CN.4/211)

(Amendement à l'amendement des Etats-Unis E/CN.4/170)

Aucun Etat ne peut emprisonner un individu pour la raison qu'il n'est pas en mesure de s'acquitter d'une dette contractuelle.